

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté Préfectoral DCPAT-BAE n°2026-143

**mettant en demeure la société « CAUP »
située sur le territoire de la commune de Gouts (40400)
de respecter les prescriptions du code de l'environnement**

Le préfet

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.171-8 de son livre I^{er} ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- VU** l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 autorisant la société Société Nouvelle des Gravières de Gouts (SNGG) à exploiter sur la commune de Gouts au lieu-dit « Françoun » une carrière à ciel ouvert de sables et graviers ;
- VU** l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°164 du 22 avril 2016 rectifiant l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2021-593 du 21 septembre 2021 complétant les prescriptions relatives au suivi des retombées de poussières de l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n°2025-411 du 15 novembre 2023 complétant les prescriptions relatives aux aménagements de sécurité de la route départementale RD18 de l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n°2023-658 du 8 juillet 2025 portant sur le changement d'exploitant au profit de la société CAUP ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2026 relatif à la visite d'inspection du 29 janvier 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 02 avril 2026 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet de prescriptions à l'issue des 15 jours de contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 29 janvier 2026, a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2016 modifié et notamment ses articles :

- 5.6.2 relatif à la réalisation d'un seuil de remplissage en enrochements, à l'est de l'habitation Francoun, constituant une mesure de protection contre le risque d'érosion des berges en cas de crue de l'Adour ;
- 7 relatif à la transmission du plan d'exploitation qui doit être mis à jour annuellement ;
- 8.4.2 relatif à la transmission du bilan annuel des mesures de retombées de poussières qui doit être transmis à l'inspection au plus tard le 31 mars de l'année suivante ;
- 14.3 relatif à la transmission d'un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle des garanties financières pour une nouvelle période, document qui doit être transmis au moins 6 mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours de validité ;

CONSIDÉRANT que la société « CAUP » est tenue de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé qui encadrent ses activités ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation présentent un risque pour l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

La société « CAUP », détenue par la société Holding Roy dont le siège social est situé 780 Avenue des Petites Landes sur la commune de Pouydesseaux (40120), concernant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sur le territoire de la commune de Gouts (40400) est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

Arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2016 modifié	Délais mise en conformité
Article 5.6.2 En complément des mesures prévues aux articles 5.5 et 6.1, l'exploitant devra créer, dès que l'extraction des matériaux le permettra, un seuil de remplissage en enrochements, à l'est de l'habitation Francoun, d'une largeur de 50 m et calé à la cote 18,10 m NGF. Les berges de part et d'autre de ce seuil devront être rehaussées à la cote 18,4 m NGF. Les enrochements du seuil seront recouverts de terre et d'une géogrille plantée par des espèces végétales développant un fort système racinaire. Ce seuil devra faire l'objet d'une vérification et d'un entretien après toute crue débordante.	15 jours pour la transmission d'un planning de réalisation de l'ouvrage avec un objectif de fin de travaux avant fin 2026.
Article 7 Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant où sont reportés [...] Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé	2 mois

<p>établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>	
<p>Article 8.4.2</p> <p>L'exploitant met en place un réseau de suivi des retombées de poussières dans l'environnement [...]</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>	<p>1 mois</p>
<p>Article 14.3</p> <p>Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période [...]</p>	<p>15 jours</p>

Le présent arrêté ne pourra être levé que lorsque les prescriptions susvisées du code de l'environnement et de l'arrêté précité, seront respectées.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1^o et 2^o du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société « CAUP », détenue par la société Holding Roy dont le siège social est situé 780 Avenue des Petites Landes sur la commune de Pouydesseaux (40120), concernant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sur le territoire de la commune de Gouts (40400).

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes,
La sous-préfète de Dax,
Le maire de Gouts,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le **12 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Stéphanie MONTEUIL

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pau – cours Lyautey – 64 010 PAU CEDEX ; ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.